



Marc Piscotty/Getty Images

Tomber amoureux du socialisme

Le fort soutien de la jeunesse à Bernie Sanders révèle l'avenir immédiat de la nation.

- Andrew Miiller
- [08/09/2016](#)

Le 11 janvier 1996, Barack Obama a signé un contrat promettant de soutenir publiquement le Nouveau parti et de s'y associer. Le Nouveau parti était une organisation socialiste à Chicago, dans l'Illinois, qui était profondément hostile à l'idée de capitalisme américain. Quand le journaliste Stanley Kurtz a annoncé cette signature au public, en 2008, l'équipe de campagne de B. Obama a vivement nié l'affirmation la qualifiant de « diffamation de cinglé ».

En 2012, des documents venant de la Wisconsin Historical Society ont définitivement établi la vérité sur la question. Il s'avère que M. Obama a *vraiment* signé le contrat du nouveau parti.

L'Amérique a eu un président de tendance socialiste—ou tout simplement un président socialiste—pendant presque huit ans, et il y a les principes socialistes de style européen poussés, avec énergie, par l'administration Obama pour le prouver.

Maintenant, c'est 2016, et l'Amérique, une fois encore, a un candidat au poste présidentiel avec un passé socialiste radical. Cette fois, la vérité est encore plus manifestement évidente.

Bernie Sanders et sa femme ont voyagé dans l'Union des républiques socialistes soviétiques pour leur lune de miel, en mai 1988. Le voyage a été apparemment entrepris comme la partie des devoirs officiels de B. Sanders en tant que maire de Burlington, dans le Vermont. B. Sanders a, plus tard, écrit un commentaire pour le *Harvard Crimson* louangeant les réformes de la perestroïka du dictateur soviétique Mikhail Gorbatchev. Au lieu d'annoncer « la fin de l'histoire », comme d'autres politiciens, B. Sanders a invité les *Américains* à *prendre les révolutions de 1989 comme modèle*. Il a appelé à la mise en œuvre d'une *glasnost* américaine.

Alors qu'il était à l'Université de Chicago, dans les années 1960, B. Sanders est devenu membre de la Ligue socialiste des Jeunes. Il a soutenu le Parti populaire lors des présidentielles de 1972, qui a, comme on le sait, exigé que tout revenu supérieur à 55 000 dollars soit proscrit. B. Sanders a, également, servi de grand électeur pour le Parti des ouvriers socialistes, en 1980. Ce parti a des racines qui remontent à la Ligue communiste de l'Amérique, une organisation qui propageait les idéaux du tristement célèbre révolutionnaire marxiste, Léon Trotski.

Mais au cours de cette année d'élection, B. Sanders a estimé que le Parti démocrate est, maintenant, suffisamment socialiste pour qu'il pose sa candidature à sa nomination présidentielle. Et jugeant par les foules énormes et enthousiastes à ses rassemblements et sa forte performance contre le coureur de tête traditionnel, il apparaît qu'il a bien eu raison des penchants socialistes des démocrates.

Alors que le président Obama obtenait son poste en dissimulant son passé radical, B. Sanders a fièrement embrassé le fait qu'il est un social-démocrate. La partie la plus choquante de ce récit, c'est que l'Amérique a tellement changé dans la

génération passée que, maintenant, B. Sanders est le candidat préféré pour le poste par presque la moitié du Parti démocrate.

Vers la fin d'avril, presque 2 millions de personnes de moins de 30 ans avaient voté pour le Sénateur Sanders, presque trois fois plus que pour un candidat d'un autre parti. Un sondage d'admission du comité électoral [caucus] de l'Iowa a constaté que B. Sanders a eu un accablant 84 pour cent des voix de la génération millénaire.

Quoique B. Sanders ne reçoive probablement pas la nomination du Parti démocrate comme candidat officiel pour la présidence, son idéologie socialiste a pris racine dans la génération suivante des électeurs américains. À moins que quelque chose ne change résolument, l'avenir des États-Unis repose dans les mains d'une *nouvelle majorité*—une génération qui agite le socialisme par-dessus l'économie de marché.

Définition du socialisme

Quarante-trois pour cent des Américains en dessous de l'âge de 30 ans regardent, maintenant, le socialisme favorablement, comparé à seulement 32 pour cent qui pensent du bien du capitalisme. Selon une enquête nationale YouGov, de janvier dernier.

Dans le même ordre d'idées, seuls 16 pour cent des millénaires [jeunes gens nés dans les années 2000] ont défini, de manière précise, le socialisme comme *la possession des moyens de production par le gouvernement* selon une enquête du *New-York Times*, en 2010.

Arrêtez-vous un moment pour y penser. *Le socialisme est plus populaire que le capitalisme* parmi de jeunes Américains, mais moins d'un sur cinq de ces Américains savent, *en réalité, ce qu'est le socialisme !*

Quand on a demandé aux sondés qui regardaient le socialisme favorablement de définir le socialisme avec leurs mots, lors d'une enquête de Reason-Rupe, ils l'ont défini avec des expressions comme « être aimable » ou « être ensemble ». D'autres l'ont défini comme un système où « le gouvernement paye pour nos besoins ». En bref, quand ces millénaires entendent *socialisme*, ils pensent *éducation gratuite, soins de santé gratuits et assistance à l'enfance subventionnée*.

Les millénaires aiment le message de B. Sanders sur une révolution politique qui brisera les grandes banques, libérera les étudiants de prêts-étudiants oppressants et apportera des soins médicaux gratuits pour tous. Cependant, la plupart d'entre eux n'ont pas pensé, et ne peuvent certainement pas expliquer, *comment* l'accomplir. Les propositions de B. Sanders augmenteraient des dépenses fédérales totales de près de 30 pour cent, une estimation de 68 trillions de dollars, au cours de la prochaine décennie. Jusqu'ici, ses propositions fiscales n'incluent que des augmentations pour ceux qui gagnent plus de 250 000 dollars par an. Ses budgets proposés, comme cela devrait être mathématiquement évident, contiennent des déficits massifs.

Tôt ou tard, les socialistes doivent accepter les faits : si vous voulez un État-providence de style scandinave, vous aurez des impôts à un niveau scandinave. Le Danemark a un taux d'imposition marginal supérieur de 60 pour cent, et cela s'applique à tout revenu qui est supérieur à 20 pour cent au-dessus de la moyenne. Transposé en Amérique, cela signifie que tous les revenus de plus de 60 000 dollars seraient imposés à 60 pour cent.

La plupart des millénaires ne supportent pas, en réalité, les hausses fiscales sur la classe moyenne, cependant ils n'ont pas fait les calculs pour déterminer comment financer les propositions de B. Sanders. Eileen F. Toplansky, commentatrice sociale et instructrice auxiliaire d'anglais, raconte l'exemple d'un étudiant anglais très ému. L'étudiant a entendu l'explication du docteur Thomas Sowell sur la façon dont le salaire minimum frappe les pauvres aboutissant au chômage. Elle ne pouvait logiquement ou statistiquement réfuter son argument ; elle ne pouvait que bafouiller et hurler que le salaire minimum actuel était dû à « l'avidité, l'avidité, l'avidité » des sociétés. Dans un autre exemple, un journaliste a demandé aux participants à la Convention nationale des démocrates s'ils soutiendraient une interdiction complète de tous les profits des entreprises. Beaucoup ont dit oui.

Ce sont des preuves anecdotiques, mais elles s'accumulent !

Faillite de l'instruction civique

Alors que les Américains se préparent à choisir leur prochain président, en novembre, une étude dérangeante de la Xavier University constate qu'environ un citoyen américain sur trois échouerait à un test d'instruction civique relatif à une naturalisation des immigrants.

Des découvertes clés de cette étude montrent que 85 pour cent des personnes interrogées ne pouvaient définir « l'autorité de la loi ». Soixante et onze pour cent ne pouvaient identifier la Constitution comme « la loi suprême du pays ». Soixante-quinze pour cent ne connaissaient pas la fonction de la branche judiciaire, et 57 pour cent ne pouvaient définir le mot « amendement ».

Une autre enquête concernant des diplômés récents d'université, aux États-Unis, a constaté que 43 pour cent ne pouvaient identifier la liberté d'expression comme un droit relevant du Premier Amendement, et 10 pour cent pensaient que le Juge Judy, personnalité de la télévision, faisait partie de la Cour suprême.

L'ancien président américain Thomas Jefferson a dit : « Si une nation s'attend à être *ignorante et libre* en état de civilisation, elle s'attend à n'avoir ni passé ni avenir ».

Un grand nombre d'Américains ne semble plus comprendre que les propositions sociales-démocrates de Bernie Sanders exigent plus que simplement accepter une augmentation fiscale. De telles propositions exigent la croissance du monstre qu'est déjà la bureaucratie fédérale pour administrer cette expansion massive de l'État-providence.

La gigantesque bureaucratie fédérale de l'Amérique est un mystère inconnu et inconnaissable pour la moyenne des Américains. Le rédacteur de la Constitution américaine et ancien président américain, James Madison, a autrefois écrit que les lois du pays ne doivent pas être tellement volumineuses et tellement complexes que le citoyen moyen ne peut les connaître. Cependant, c'est exactement ce que l'Amérique a, aujourd'hui. L'énorme organe exécutif et ses agences innombrables ont déjà le pouvoir de faire passer des lois (comme des règlements), de les mettre en application et même de juger s'ils en ont le droit ou pas. Cependant, pour de véritables socialistes cet état administratif puissant n'est toujours pas *assez massif*.

La route vers l'autoritarisme

Des socialistes comme Bernie Sanders appellent rarement à la possession généralisée par le gouvernement des moyens de production. Ils appellent à une politique qui *équivaut* à la gestion par le gouvernement des moyens de production. Une telle politique appelant à l'intervention fédérale complète dans des affaires locales se met en violation directe des limites placées sur le pouvoir fédéral par la Constitution américaine. Cependant, quand les gens expriment des inquiétudes sur les dangers d'une économie dirigée, B. Sanders essaie d'apaiser de telles craintes en disant que « le gouvernement, dans une société démocratique, *c'est le peuple* ».

Cependant, les fondateurs de l'Amérique comprirent que les droits d'un individu pourraient être piétinés par une majorité hors de contrôle, aussi facilement que par un dictateur autocratique ou un roi. C'est pourquoi l'ancien président Madison a écrit dans les *Federalist Papers* que les démocraties non contrôlées sont « incompatibles avec la sécurité personnelle ou les droits de propriété ». Sans les contrôles et les équilibres d'une république constitutionnelle pour limiter le pouvoir fédéral, une majorité de gens peut simplement voter pour ôter les droits d'une minorité. C'est pourquoi il a été dit que la différence entre le socialisme démocratique et le socialisme autoritaire est la différence entre une foule votant pour la confiscation de la propriété privée et un dictateur—élu par cette foule—ordonnant la confiscation de la propriété privée !

L'élection de Hugo Chávez en tant que président du Venezuela, en 1998, est un exemple classique de la façon dont le socialisme démocratique mène au socialisme autoritaire. Bien que H. Chávez soit arrivé au pouvoir avec le soutien légitime d'une majorité de Vénézuéliens, il a pu se métamorphoser en dictateur autoritaire une fois que les leviers du pouvoir ont été entre ses mains. Quand une nation n'est pas fondée sur l'autorité de la loi, il n'est pas difficile que la volonté inconstante de la majorité soit corrompue par celle d'un autocrate tyrannique !

Subversion idéologique

Les partisans socialistes de Bernie Sanders sont les petits-enfants idéologues—dans certains cas, littéralement—des radicaux étudiants, des années 1960. Inspirés par les écrits de philosophes communistes comme Antonio Gramsci et Herbert Marcuse, ces radicaux étudiants du mouvement de la Nouvelle gauche croyaient que la révolution économique devait être précédée par la révolution *culturelle*. Tandis que ce mouvement radical favorisait catégoriquement les réformes économiques socialistes, ses partisans se concentraient plus sur des questions de sexe, de genre et de race que sur celui qui possède les moyens de production.

A. Gramsci a théorisé sur le fait que la gauche radicale n'a jamais eu le contrôle de l'Amérique et de l'Europe occidentale comme en Russie tsariste à cause de la foi en Dieu et de la loyauté familiale, et les limites légales sur les pouvoirs du gouvernement étaient on ne peut plus représentées dans des institutions culturelles. Il a conclu qu'on doit donc s'emparer de la culture d'une nation avant qu'on ne puisse s'emparer du pouvoir de l'État. Par culture, A. Gramsci entendait églises, syndicats, partis politiques, universités, centres éducatifs et des myriades d'autres institutions non gouvernementales.

Comme les passions des années 1960 se refroidissaient, beaucoup de radicaux étudiants inspirés par A. Gramsci ont inondé deux professions en particulier : l'organisation de communautés et le monde universitaire. En tant que professeurs, ils enseignaient que le récit américain classique de la liberté individuelle, des contrôles constitutionnels et des équilibres était un masque pour le pouvoir des riches hommes blancs européens. Ils vendaient des histoires alternatives comme *L'histoire du peuple des États-Unis*, manuel d'inspiration marxiste de Howard Zinn. Déjà en 2006, une enquête, à l'échelle nationale, sur les professeurs américains a révélé que grossièrement *18 pour cent* des spécialistes des sciences humaines dans des universités américaines se sont présentés comme marxistes !

Tragiquement, on a enseigné à la première génération dans l'histoire américaine à pouvoir se permettre un enseignement supérieur de masse que les principes américains traditionnels comme la responsabilité personnelle, la liberté individuelle, l'économie de marché et le gouvernement limité dans son action étaient racistes et élitistes. On leur enseignait que le socialisme démocratique était la seule façon de créer l'utopie sur la terre.

Beaucoup de gens regardent les générations instruites dans cette idéologie, soupirent et disent, « les gosses seront

toujours les gosses ». Ils ne se rendent pas compte que cet état d'éducation et de culture américaines était un objectif socialiste explicite. Et il a été atteint !

Dangers utopiques

La popularité de B. Sanders auprès des jeunes électeurs n'est pas qu'un engouement superficiel. Après quatre décennies d'influence socialiste dans les institutions de hautes études américaines, les millénaires prennent à cœur les idées socialistes.

« Il ne déplace pas un parti vers la gauche. Il déplace une génération vers la gauche », a dit de B. Sanders le chercheur de Harvard University Della Volpe. « Qu'il gagne ou non, il a vraiment un impact sur ce que pense une génération—la plus grande génération dans l'histoire de l'Amérique—à propos de la politique ».

Il y a, là, un grand danger. Souvenez-vous, la ligne entre le socialisme démocratique et le socialisme autoritaire est mince. La plupart des révolutions socialistes démocratiques, à travers l'histoire, progressent vers l'autoritarisme. Beaucoup d'entre elles sont devenues des dictatures généralisées !

Feu Ron Fraser, chroniqueur à *la Trompette*, a enseigné dans son cours de Relations internationales, dispensé au Collège Herbert W. Armstrong, qu'il y a deux larges théories de pensée politique : le réalisme et l'utopie. Un réaliste accepte la vérité biblique selon laquelle la nature humaine est fondamentalement mauvaise, tandis qu'un utopiste croit que la nature humaine est fondamentalement bonne.

Les fondateurs de l'Amérique étaient des réalistes. Reconnaissant que la nature humaine est mauvaise, ils ont inventé un système de contrôles et d'équilibres destiné à limiter le pouvoir possédé par n'importe quelle branche du gouvernement.

Les mouvements socialistes et marxistes du monde sont enracinés dans la pensée utopique. En général, ils croient que 99 pour cent de l'humanité sont fondamentalement bons, mais ils sont restreints par une classe supérieure corrompue. Si 99 pour cent peuvent renverser leurs oppresseurs, le raisonnement va bon train, alors avec leur bonté, ils pourront établir un gouvernement qui supprimera la pauvreté, le racisme, le sexisme et l'inégalité des salaires. Pour accomplir cela, nul besoin de limiter le gouvernement et de maximiser la responsabilité personnelle et la liberté—vous devez réduire la responsabilité personnelle et la liberté, et rendre plus fort le gouvernement. Vous avez besoin d'une tutelle de l'État !

Les millénaires semblent voir l'actuelle fournée des politiciens de Washington comme faisant partie de la classe supérieure corrompue. Ils déduisent que les choses seront différentes s'ils peuvent avoir en fonction un étranger en politique comme B. Sanders—un homme qui peut reformer l'appareil bureaucratique du gouvernement américain afin qu'il soit pour le peuple.

Ce dont ils ne se rendent pas compte, c'est que les jeunes qui ont soutenu la révolution bolchevique en Russie ou la révolution communiste à Cuba pensaient de la même façon !

Les dictateurs essayeront toujours de détourner les gouvernements—c'est-à-dire jusqu'au jour où tous les êtres humains développeront un caractère juste. Et parce que cette justice ne vient que de Dieu, l'humanité est beaucoup mieux avec un système constitutionnel de contrôles et d'équilibres qui empêche la concentration du pouvoir entre les mains de l'État.

Pas de liberté sans loi

Ceux qui ont encadré la Constitution se sont dépensés pour assurer que le pouvoir du gouvernement fédéral soit limité. Ils ont divisé le gouvernement fédéral en branches législatives, exécutives et judiciaires, concevant chaque branche pour contrôler le pouvoir des autres.

Les législateurs et les présidents étaient toujours élus par des moyens démocratiques, et la loi suprême du pays était conservée dans le texte de la Constitution.

Dans un article intitulé « Pas de loi sans ordre, pas de liberté sans loi », l'historien britannique, Paul Johnson, a écrit : « En Virginie et en Nouvelle-Angleterre au nord, les colons étaient des hommes pieux déterminés, souvent à la recherche d'une tolérance religieuse refusée chez eux ; ils conduisaient leurs familles et tenaient beaucoup à cultiver et à établir des colonies permanentes. Ils mettaient les libertés politique et religieuse avant la richesse... Ainsi pris forme l'énergie économique qui est, finalement, devenue les États-Unis—une expérience conçue pour établir l'autorité de Dieu sur la terre... » (*Sunday Telegraph*, 26 décembre 1999).

Les fondateurs de l'Amérique ont créé un document pour protéger les Américains des extrêmes de la raison humaine. En grande partie, la Constitution était basée sur la loi de Dieu. Les tyrans, les juges injustes, les dirigeants sous influence et le peuple américain lui-même ont été restreints contre des actions illégales par les principes de ce noble document.

« La Constitution est le fondement de notre république », écrit le rédacteur général de *la Trompette*, Gerald Flurry, dans *Pas de liberté sans loi*. « Et les Dix Commandements étaient, de bien des façons, le fondement de la Constitution. Nos ancêtres croyaient que si nous n'observions pas les Dix commandements de Dieu, notre république s'effondrerait ! Nous ne pouvons nous permettre de prendre à la légère les paroles de nos fondateurs, si nous voulons voir notre nation tenir debout. Il était beaucoup plus dur pour nos pères fondateurs de verser les flots de sang pour gagner notre liberté, créer et établir notre loi constitutionnelle, qu'il ne l'est pour nous de nous contenter de la maintenir ! »

Il est facile de blâmer le président Barack Obama ou le sénateur Bernie Sanders pour le déclin abrupt de l'Amérique. Cependant, ils ne peuvent fondamentalement transformer la société américaine que parce que la grande majorité du peuple américain a arrêté d'aimer les principes basés sur la Bible, et sur lesquels l'Amérique a été fondée. L'esprit de non-respect des lois qui s'est insinué en Amérique ne peut qu'aboutir à l'érosion de nos libertés. ■